

TABLE RONDE N°1

COMMENT LES ORGANISATIONS CHANGENT-ELLES ? RELECTURE DE L'HISTOIRE DU SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS AU PRISME DE QUATRE CARRIÈRES MILITANTES

Axelle BRODIEZ, Université Paris 8

« Julien [Lauprêtre] a su utiliser les groupes. Et c'est pour ça que je l'intéressais, prêtre, homme d'Église : je n'étais pas une personne isolée. Ca c'est la richesse de la culture populaire, de croire que quelqu'un qui est inséré dans un groupe représente plus que lui-même »¹.

Aussi discutable que soit cet extrait d'entretien placé en exergue – la capacité à tirer des individus leur épaisseur identitaire et leurs réseaux est loin d'être propre à la « culture populaire », qui reste elle-même difficile à définir –, il pointe avec concision et exemple à l'appui le travail opéré par la direction du Secours populaire depuis les années 1960 pour se défaire de son identité communiste. L'ouverture à des individus porteurs de nouvelles socialisations et faisant réseau, la capacité à les mettre en responsabilité et à les rendre moteurs de nouvelles générations, apparaissent comme l'une des clefs majeures du changement associatif. Il semble en ce sens pertinent de relire à focale micro-sociologique notre travail de thèse [Brodiez, 2004], au prisme de quelques militants choisis pour leur exemplarité.

Le Secours populaire français (SPF) est l'héritier du Secours rouge international section française, créé en 1923 à l'instigation de Moscou. Refondé en 1945 sous son nom actuel, il reste jusqu'au milieu des années 1950 l'organisation de masse communiste statutairement chargée de la solidarité aux militants « victimes de la répression » (lors des grèves, des manifestations, des luttes antifascistes ou anticolonialistes à l'étranger), soit une fonction avale de « Croix-Rouge du peuple » au sein d'un conglomérat d'organisations (CGT, Mouvement de la Paix, etc.) dont le PCF constitue le centre. Or la grande association humanitaire d'urgence et de développement aujourd'hui connue du grand public, présente en France comme à l'étranger et tenant des discours apolitiques, n'a plus rien de la petite organisation de Guerre froide. Passée de 7.000 membres à 72.000 bénévoles et un million de donateurs, forte d'une étonnante capacité à créer des coups d'éclats médiatiques sympathiques au grand public, elle contraste d'autant avec la décrue de l'engagement communiste. Cette mutation *a priori* radicale, qui puise certes fondamentalement à une conception volontariste de changement structurel, n'a pu s'opérer que par l'appui indissociable sur les évolutions contextuelles et des individus ayant progressivement impulsé, cautionné, conforté voire accru le changement visé.

L'analyse de quatre carrières, individuelle (I) puis transversale (II), vise d'abord à tenter de « travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte,

¹ Entretien avec Léon Dujardin.

des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, [...] de la rétraction ou extension des engagements » [Fillieule et Mayer, 2001], même si les analyses restent ici centrées sur la séquence du passage par le Secours populaire. Car c'est pour mieux les reconnecter *in fine* à la compréhension du changement associatif (III), qui « implique [...] qu'on soit attentif aux effets que le groupement lui-même a sur l'individu engagé » [Sawicki, 2003] mais aussi, inversement, aux façons tout aussi fondamentales dont l'individu parvient à peser sur le groupe. Une attention particulière sera portée au remplacement des carrières dans leur double contexte (biographique et historique), aux déterminants de l'engagement et en particulier aux socialisations de jeunesse, ainsi qu'au rôle des réseaux individuels sur l'évolution des organisations.

I- QUATRE INDIVIDUS EXEMPLAIRES : « CARRIÈRES » ET « GÉNÉRATIONS »

Quatre individus ont été choisis, le premier incarnant l'identité originelle de l'association, les trois autres pour leur rôle de moteur de changement. Il s'agit donc d'un profil biaisé qui ne saurait prétendre à la généralisation, mais permet de saisir des personnalités doublement exemplaires, par leur position hiérarchique (donc non représentatives) comme par ce qu'elles éclairent des mécanismes de l'engagement (et dès lors potentiellement heuristiques).

Le Secours populaire, 1945-1965 : des communismes en circuit fermé

1) Pierre Éloire : fidélité et obéissance, le communiste de Guerre froide

Après une éphémère période d'ouverture, le monde communiste se replie sur lui-même et se durcit durant la phase glaciale de Guerre froide (1947-1953). Au Secours populaire, ce tournant se traduit par l'éviction par le PCF des dirigeants aux conceptions les plus sociales et leur remplacement par une génération stalinienne, recentrant l'association sur sa fonction strictement politique de « solidarité aux victimes de la répression ».

Pierre Éloire (1919-2005) constitue un archétype de cette « génération » [Buton, 1989]. Né dans la Drôme, fils d'un militant SFIO devenu communiste au début des années 1930, il baigne dès son enfance dans un milieu militant, découvrant très jeune les journaux et les ouvrages canoniques du parti. Titulaire du brevet élémentaire, de famille trop pauvre pour poursuivre une scolarité, il devient ouvrier agricole. Il adhère en 1936 à la Jeunesse communiste, en 1937 à l'Union des jeunesses agricoles de France et, dès ses 18 ans, au PCF dont il est l'année suivante élu membre du comité fédéral. L'engagement n'a donc pas à proprement parler « d'événement générateur » [Péchu, 2001], mais puise avant tout à une socialisation d'enfance et à une continuité familiale qui est aussi celle du sentiment de classe. Pierre Éloire souligne cependant le poids de menus événements ayant forcé ses convictions : à plusieurs reprises victime dans le village, étant enfant, d'accusations injustes dues à son statut de fils de communiste, « *tout ça a créé chez moi la volonté de me battre, de ne pas capituler* ». Ce début de carrière militante est cependant contrarié par les contingences de la guerre : fait prisonnier dans la Somme dès juin 1940, il doit passer le conflit en Prusse orientale où il trépigne en silence, poursuivant autant que possible son travail de propagande dans le stalag *via* l'écoute clandestine de Radio-Moscou. Libéré par l'Armée rouge, il rentre en France en juillet 1945.

Son ré-engagement dès son retour vise à rétablir une continuité interrompue et à ne faire de la guerre qu'une simple parenthèse, alors même qu'elle constitue chez les communistes une période fondamentale. Il est à nouveau caractérisé par l'absence d'« événement générateur », cette fois du fait du mode d'affectation alors en vigueur : « *C'est très simple : quand je suis rentré de captivité, j'ai repris contact naturellement avec la direction de la fédération du Parti communiste de la Drôme, et là on m'a dit : « Tu t'occupes du Secours populaire ». Alors comme j'étais discipliné, bon ben je m'occupe du Secours populaire [...]. Je ne suis pas arrivé, comme la logique voudrait, sur la base d'une activité dans le département [...]. On m'a dit : « Tu te débrouilles », comme on disait dans le Parti, on vous file une responsabilité et puis débrouille-toi* »². D'emblée parachuté au siège national de l'association, il en gravit les échelons : instructeur-propagandiste, secrétaire national (1948) et enfin général (1952). Atteint de tuberculose, il doit cependant faire plusieurs séjours en sanatorium, ce qui conduit en 1955 à son remplacement. Il reste un temps vice-président, à titre honorifique (1955-1959), puis rétrograde simple membre du comité national (1959-1969). Ce désengagement processuel, imposé et amèrement ressenti, est parallèle à sa prise de responsabilité au sein du comité central du PCF, où il gravit les échelons de collaborateur permanent ; il continuera d'y militer à titre bénévole à sa retraite, s'investissant également quasi jusqu'à sa mort auprès des retraités communistes et de *l'Humanité*.

Deux constats liminaires se dégagent de son parcours. Le premier : Pierre Eloire est, par contingence biographique, passé à côté des deux principaux cycles d'ouverture politique qu'ont été au PCF le Front populaire (qui se meurt déjà en 1937, quand il franchit le pas de l'engagement) et la Résistance, ne commençant un réel mouvement ascensionnel qu'au plus glacial de la Guerre froide. Il incarne pleinement la génération stalinienne, celle des combats verbaux et physiques, du PCF se vivant « citadelle assiégée » et de la rupture maximale entre « eux » et « nous ». Le second trait, corrélatif, est son militantisme quasi sacrificiel. Il a toujours fait primer son engagement, rapidement confondu avec sa vie professionnelle, sur sa vie familiale. Il est par principe resté fidèle, au-delà des errements et des erreurs du parti : « *A aucun moment de ma vie je n'ai douté d'avoir fait le bon choix. Le Parti a commis des erreurs. Il m'est souvent arrivé de douter de la justesse de telle ou telle décision, de regretter des insuffisances. Mais ce que j'ai toujours vécu comme essentiel, c'est que l'Histoire, et plus particulièrement celle que j'ai vécue, témoigne que le Parti a toujours été du côté des humbles, des exploités [...]. Il a toujours été du bon côté aux grands rendez-vous de l'Histoire* »³.

Communiste de Guerre froide, il incarne indissociablement l'idéal de l'engagement au Secours populaire d'alors, petite association entièrement vouée à la défense des militants. L'engrenage de l'action, la tutelle serrée imposée par le PCF et la décapitation corrélatrice de l'association à chaque congrès, l'allo- et l'auto-contrôle constant des militants et plus encore des dirigeants, la cohésion interne imposée face à l'hostilité ressentie de l'extérieur, ont été autant de facteurs empêchant les organisations de masse de développer une politique autre qu'absolument fidèle aux directives du parti. Le « *voice* » rendu impossible, ne restaient que l'« *exit* » ou la « *loyalty* » [Hirschmann, 1995].

2) Julien Lauprêtre : loyauté et novation, le communiste social et d'ouverture

Or l'étau se desserre à partir de 1954. Conscient de sa décrue et des apories du sectarisme, le PCF préconise une ouverture plus large des organisations de masse aux non communistes, corrélatrice d'un recentrage sur des positions moins politiques. En l'absence de Pierre Eloire, ce tournant est pleinement saisi par le jeune et nouveau secrétaire administratif,

² Entretien avec Pierre Eloire.

³ Archives privées de Pierre Eloire, allocution de départ du comité national du PCF, 24/0/9/1997.

lui aussi « parachuté » par le PCF ; témoignant de conceptions pour partie novatrices, il s'impose rapidement comme nouveau dirigeant.

Également fils de communiste, Julien Lauprêtre (1926-) présente une chronologie légèrement décalée et se souvient avant tout du militantisme de (pré-)Front populaire : les manifestations de 1934-1936, les ventes de journaux, le « bouillonnement perpétuel » au domicile paternel. C'est également en 1936 qu'il part pour la première fois, en colonie de vacances, avec le Secours ouvrier international⁴ ; il y rencontre celle qui deviendra après-guerre sa femme. Son père, engagé dès 1940 dans la Résistance, plonge en 1941 dans la clandestinité ; il doit alors arrêter ses études et devient apprenti miroitier. Il entre lui-même progressivement en Résistance, d'abord de façon inorganisée puis par l'UJRF⁵. Survient un épisode qu'il raconte comme ayant considérablement marqué son engagement : arrêté en novembre 1943 par la Gestapo, il est interné durant plusieurs jours aux côtés des membres du groupe Manouchian, affreusement torturés et qu'il reconnaît à sa sortie en voyant l'Affiche rouge. Il se cache ensuite jusqu'à la Libération de Paris, à laquelle il participe. Contrairement à Pierre Eloire, il s'agit donc fondamentalement d'un communiste d'ouverture, ayant vécu son enfance et ses premières armes militantes dans un cadre politique frontiste (Front populaire, Résistance et Libération).

Il monte ensuite rapidement en grade dans le conglomérat, devenant en 1948-1950 responsable national de l'UJRF puis en 1951-1953 secrétaire parlementaire du député de Paris Raymond Guyot. Affecté comme secrétaire administratif au Secours populaire au sortir de l'école centrale de quatre mois, il vit cette mutation comme une déchéance imméritée et ne reconnaît pas dans la petite association politique de Guerre froide celle, ouverte et plus sociale, qu'il avait connue durant le Front populaire :

« Je suis invité au bureau national, je me rappellerai toujours ma première intervention. Je dis : « Mais alors, on ne s'occupe pas des pauvres, on ne s'occupe pas des gens qui sont dans le besoin, on reste simplement pour défendre les victimes de la répression et du colonialisme ? » - « On voit que t'y connais rien, on n'arrive déjà pas à trouver des gens pour s'occuper de ça, alors si faut qu'on s'occupe des pauvres ... ». Et à cela s'ajoutaient aussi les arguments : « Les pauvres, ils n'ont qu'à lutter pour s'en sortir ». Alors moi j'étais très décontracté, parce que je pensais que j'étais là pour quelques mois. Mais quand j'ai été élu [secrétaire général], on n'a plus jamais remis les pieds au Mur des Fédérés et on a commencé à développer des grandes campagnes pour les victimes de la pauvreté »⁶.

Plus encore, il refuse désormais tout positionnement partisan pour élargir autant que possible l'assise sociale de l'association. Les résultats spectaculaires rapidement obtenus (redressement des finances, croissance exponentielle du nombre d'adhérents) conduisent le PCF à le promouvoir en 1964 au comité central, où il siègera jusqu'à la fin des années 1990 tout en refusant d'y prendre des responsabilités spécifiques. En 2005, il préside toujours l'association, ne cessant de poursuivre avec succès cette ligne caractérisée par l'ouverture politico-religieuse, l'orientation sociale et le positionnement apolitique.

Années 1970-1980 : les réseaux de l'ouverture

3) Léon Dujardin, prêtre en rupture

Jusqu'au milieu des années 1960 pourtant, c'est sans grand succès que le Secours populaire cherche à témoigner de sa volonté d'ouverture, par d'ostensibles mains tendues aux

⁴ Pendant social du Secours rouge, dont les activités seront reprises par le Secours populaire.

⁵ Union des Jeunesses Républicaines de France, devenue en 1956 Jeunesses communistes.

⁶ Entretien avec Julien Lauprêtre.

deux ennemis traditionnels du communisme que sont les socialistes et les chrétiens. Si à partir de 1965 quelques non communistes acceptent de siéger aux instances nationales, les permanents restent toujours des membres du parti. Ce n'est qu'en 1973 qu'un non communiste et prêtre de surcroît, Léon Dujardin (1934-), accepte de devenir secrétaire national appointé.

Issu d'une famille rurale, nombreuse et catholique pratiquante de la Manche, son père est commerçant, sa mère couturière. A la sortie du grand séminaire, il interrompt ses études pour faire son service militaire dans une Algérie en pleine guerre dont il découvre les horreurs (1956-1958). Il reprend à son retour les études de théologie et est ordonné prêtre en 1961. Il est parallèlement moniteur (1951-1956) puis directeur de colonies de vacances (1960-1971). Comme Julien Lauprêtre, mais versant catholique, son profil est marqué au sceau de l'ouverture. Il se souvient de son enfance de la fraternité et de la proximité entre chrétiens et laïcs :

« Ma famille était extrêmement croyante et catholique, mais en face de moi, en face de la maison où j'ai vécu, j'avais une institutrice qui n'était pas croyante. Et comme on était neuf enfants, dont une est décédée très tôt, et que ma mère était débordée par ses enfants plus son travail, il y avait de quoi, elle m'invitait, au point du reste que je sais que je passais des nuits, gamin, avec elle, chez elle. J'ai eu beaucoup d'affection pour cette personne-là [...]. En plus il y avait un jeune instituteur aussi, qui venait du Lot, qui [...] a logé chez mes parents ; c'est lui qui, entre autres, m'a appris à marcher [...]. J'ai découvert en fait que la morale laïque est pratiquement identique à la morale chrétienne. Il y a un problème de foi qui les sépare, c'est tout [...]. Et j'admirais les deux mondes, je trouvais qu'il y avait des richesses dans les deux mondes. Et quand je me suis retrouvé directeur de colonies de vacances, j'ai fait venir aussi des moniteurs des deux mondes »⁷ - ce qui lui valut rapidement une mutation imposée par sa hiérarchie.

Devenu jeune prêtre en plein concile de Vatican II, il se montre plus sensible à la théologie de la Libération d'Amérique latine qu'aux hypothétiques sirènes des prêtres traditionalistes ; il met alors en place des communautés de base, au cours desquelles il rencontre celle qui deviendra sa femme. Son engagement au Secours populaire, alors toujours considéré comme très communiste, n'est donc à maints égards qu'un pas supplémentaire dans une démarche d'ouverture toujours plus poussée aux laïcs et au social. Il découvre l'association par hasard :

« Un jour, je reçois un courrier pour aider des enfants à partir en vacances. Le Secours populaire ... j'avais jamais entendu parler du Secours populaire. Je regarde de près, et je vois « des bourses seront accordées aux enfants ». Comme le ministère de la Jeunesse et des Sports venait de les supprimer et que moi j'en avais besoin pour les enfants, j'en avais vraiment besoin pour les enfants du quartier où j'étais, je ne pouvais pas faire fonctionner la colo sans finances, je me suis dit : « Tiens, pourquoi pas ». Et j'ai répondu positivement, en disant : « J'accepte d'être dans le comité de parrainage » - c'était déjà un premier saut [...]. Je connaissais le directeur de la Maison des jeunes et de la culture de Cherbourg, qui est venu à une première réunion de constitution du comité de parrainage, et puis je me suis retrouvé avec d'autres que je ne connaissais pas, qui étaient communistes. Et puis une protestante [...]. Et donc quand j'ai vu qu'on se retrouvait à la réunion, moi catholique, elle protestante, des communistes, et puis les Maisons de jeunes, je me suis dit : « Mais ça c'est bougrement intéressant, on va réussir » »⁸.

Il s'investit dans la direction départementale, dont le caractère bigarré et le succès local de quelques campagnes attirent rapidement l'attention de la pression régionale, mais lui valent aussi les réflexions de sa hiérarchie et la proposition d'une année de réflexion à la Mission de

⁷ Entretien avec Léon Dujardin.

⁸ Entretien avec Léon Dujardin.

France (1972-1973), où il restera engagé. Ayant à sa sortie le choix entre devenir aumônier de l'Action catholique et permanent national du Secours populaire, il décide finalement qu'il « est plus important d'être sur le terrain qu'aux côtés de gens qui sont sur le terrain », quitte le clergé puis se marie en 1975.

Responsable du secteur de la solidarité-France (années 1970 à 1990), il poursuit le travail de structuration de l'association, s'investit dans le développement des grandes campagnes médiatiques puis la lutte contre la pauvreté-précarité. Il fait surtout office de « ministre des Affaires étrangères de l'association », son profil d'entre-deux permettant de nouer des liens avant impossibles avec les autres grandes associations de solidarité, pour beaucoup catholiques (Petits frères des pauvres, Saint-Vincent-de-Paul, Secours catholique, ...). Il apparaît dès lors, dès le milieu des années 1970, comme un personnage notable dans la structuration du champ associatif français, représentant le Secours populaire dans les structures existantes (UNIOPSS, CNVA) et participant à la création puis à la direction de nouvelles coordinations (Centre national du Volontariat, FONDA). Sa présence permet d'estomper l'image communiste de l'association jusque dans les sphères dirigeantes, ainsi quand Julien Lauprêtre lui délègue en 1983 la participation à la rencontre à l'Élysée avec François Mitterrand ; c'est encore lui qui siège durant les années 1990 au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il s'investit depuis le début des années 1990 dans la création et le développement au nom du Secours populaire d'un réseau européen d'action sociale⁹ qu'il préside toujours aujourd'hui, permettant à sa retraite un désengagement processuel du SPF et constituant un report de nouvelle envergure.

4) Chantal Feuilhade, « médecin du Secours populaire »

Dernière figure, Chantal Feuilhade (1945-1997) est à l'origine d'un nouveau pas en avant de l'association dans le renouvellement des actions, la crédibilité par la professionnalisation et la mise en réseau des compétences. Décédée avant notre travail, nous n'avons pu l'interroger ; manque donc la reconstitution subjective de carrière, que ne saurait entièrement pallier le recours aux sources orales (amis, partenaires de travail) et écrites (principalement archives de l'association).

De racines familiales européennes cosmopolites, elle est d'origine juive mais baptisée pour échapper à la déportation. On ne sait rien de ses parents, mais elle semble avoir eu une enfance douloureuse. Elle devient docteur en médecine, spécialisée en neurochirurgie et médecine interne, puis chef de clinique à Paris (1980-1983). Sympathisante du Secours populaire, dont l'identité historique correspond davantage à ses convictions politiques (communis(an)te) que les *french doctors*, elle se porte fin 1980 volontaire pour intervenir dans ses équipes médicales lors du séisme d'El Asnam. Intéressée et immédiatement happée, elle est élue secrétaire nationale dès 1981. Elle poursuit parallèlement une carrière médicale brillante, devenant médecin inspecteur général à la direction de la Santé. Elle semble cependant avoir souhaité davantage d'autonomie et parvient en 1989 à sortir de la carrière administrative par une mise à disposition ; jusqu'au bout, elle fera tout pour éviter son retour au ministère. Pouvant vivre avec aisance financière sa carrière associative, elle co-dirige durant les années 1990 le secteur France avec Léon Dujardin, représentant parallèlement l'association à l'UNIOPSS, à la FONDA ou au bureau du CNVA, et prenant part aux évaluations du RMI. Elle décède en 1997.

Le Secours populaire lui doit d'abord le développement des « médecins du Secours populaire français »¹⁰ (MSPF), structurés suite au séisme d'El Asnam en réponse à la

⁹ ESAN (European Social Action Network).

¹⁰ Qui regroupent en fait l'ensemble des professionnels de la santé, médicaux et para-médicaux, prêts à apporter leur concours.

concurrence croissante des *french doctors*¹¹, et leur orientation avec une éthique militante sur le terrain de la pauvreté-précarité en France¹². Il s'agit ici explicitement de reconversion militante de ressources professionnelles, son statut lui permettant en outre de nouer des coopérations avec les DDASS, centres de santé, PMI, CAF, CPAM, mutuelles, mais aussi l'Ordre des médecins et chercheurs, attirant à l'association de nouveaux profils professionnels et instaurant une complémentarité entre secteur associatif et secteur sanitaire et social. C'est elle aussi qui oriente dès 1988 le Secours populaire dans la lutte contre le Sida, elle encore qui développe à partir de 1991 la formation des bénévoles à la protection sociale ; tandis que des « antennes » de l'association se développent dans les hôpitaux et que des « relais-santé » se multiplient au niveau local. L'accent mis sur les soins de santé primaire et la lutte contre le Sida conduisent aussi à multiplier les liens avec de nouvelles associations aux actions convergentes (AIDES, Sida info service, Association française de lutte contre le Sida ; Croix-Bleue, Planning familial, etc.).

II- S'ENGAGER, RESTER, CHANGER

Remarques méthodologiques

Le repérage de ces personnalités motrices a été opéré en croisant sources orales (entretiens) et écrites. Certaines sont apparues d'emblée, d'autres au fil de la recherche : tous les individus en situation de responsabilité ne sont pas des novateurs, et inversement certains « moteurs » de changement y parviennent sans accéder aux plus hauts postes ; les archives ne mentionnent pas nécessairement les initiateurs des décisions, tandis que les sources orales peuvent conduire à des appréciations très subjectives. La compréhension de leur profil (atypique ou non) a ensuite impliqué de recourir à la prosopographie, réalisée notamment grâce aux dossiers biographiques constitués par l'association pour les propositions à l'Ordre du mérite et à la Légion d'honneur.

L'analyse des carrières n'a pas été en soi une préoccupation dans notre travail. Le recours relativement abondant aux entretiens, et répétés auprès de quelques individus (plus d'une dizaine d'heures de bandes pour P. Eloire, J. Lauprêtre ou L. Dujardin) a néanmoins permis un exercice d'entre-deux. Nous avons exclu, sauf moments spécifiques et souvent liminaires de cadrage, le recours au récit de vie, qui n'était pas l'objet (étude d'une organisation). Il nous a néanmoins semblé fondamental de faire place, durant les entretiens (le plus souvent thématiques), à l'écoute des jaillissements d'informations sur la situation biographique depuis l'enfance, le poids des socialisations primaires et secondaires ou les étapes des trajectoires de vie, permettant l'accumulation progressive d'un matériau « impressionniste » sur les profils militants. Il n'était donc pas question de travailler sur le colmatage des « brèches » et les reconstitutions *a posteriori*, mais de considérer les événements perçus comme signifiants, sans imposer implicitement à l'individu une mise en cohérence.

Ce travail de compréhension biographique a été complété par le regard d'acteurs-témoins, observateurs immédiats dont l'acuité a parfois été d'une grande fécondité. Dans le

¹¹ La scission Médecins sans frontières/Médecins du monde date précisément de 1980.

¹² Vaccinations gratuites, information et sensibilisation des familles, consultation d'enfants partant en vacances avec l'association, tenue de permanences médico-sociales pour l'accès aux droits (notamment à l'aide médicale gratuite), interventions d'urgence en faveur des travailleurs immigrés sans papiers, témoignage sur l'état de santé de populations de quartiers défavorisés, incitation au développement d'une véritable politique d'éducation sanitaire, mise en contact avec des médecins traitants, etc.

cas de C. Feuilhade, on doit évidemment s'interroger sur la validité (très partielle) d'une analyse de carrière sans entretien avec l'individu concerné, sur la seule base de sources écrites et orales indirectes ; la principale lacune apparaissant visiblement la période de l'enfance-adolescence, qui semble avoir été déterminante mais si douloureuse qu'elle en est restée secrète.

Il ne s'agissait enfin pas tant de comprendre l'ensemble d'une carrière que l'inscription d'une de ses séquences, plus ou moins longue (10 ans pour P. Eloire, 15 pour C. Feuilhade, 30 pour L. Dujardin et 50 pour J. Lauprêtre), dans la vie d'une organisation, ainsi que les infléchissements provoqués des deux côtés par la rencontre. Ils apparaissent d'autant plus grands que le décalage d'univers était fort au départ (L. Dujardin et C. Feuilhade), l'individu changeant l'organisation et inversement.

Des prédispositions à l'engagement ?

Dans les deux premiers cas étudiés, la socialisation primaire en communisme apparaît aux individus rétrospectivement si prégnante que l'engagement leur semble évident et inscrit dans la continuité, même s'il a des catalyseurs symboliques (avoir 18 ans, donc prendre la carte) ou politiques (la Résistance). On est alors dans une « vocation communiste » [Pudal, 2003] qui puise à l'enfance, repose fortement sur la mémoire sensorielle (les manifestations, les bruits, les couleurs, les drapeaux, ...) mais aussi sur la figure du père entouré de sociabilité militante. Ces souvenirs sont, notablement, toujours connotés positivement : la joie et l'admiration, voire une certaine plénitude ; inversement un sentiment d'héroïsme dans les cas difficiles. Cette positivité des souvenirs qui puise au plus intime ancre la confiance et fera socle à l'obéissance. Nous avons inversement interrogé une femme récusant la notion de militantisme et l'expliquant par les mêmes souvenirs d'enfance, mais vécus sur un mode traumatique (violence des manifestations, incarcération du père, peur des CRS).

Dans les trois cas connus, la période de l'enfance-adolescence paraît avoir sinon déterminé, du moins favorisé les appétences à l'activisme. Plus encore, elle semble avoir influé sur le type même d'engagement ; ainsi le communisme de fermeture vécu par P. Eloire et inversement d'ouverture chez J. Lauprêtre, ou la religion ouverte de L. Dujardin, qui resurgissent de façon trop troublante au niveau de la perception adulte du monde pour être le simple fruit du hasard. Il faut évidemment se garder d'analyses téléologiques, les déterminants objectifs de l'engagement étant difficilement démêlables des reconstructions biographiques *a posteriori*, notamment lors d'infléchissements notables de la carrière militante – il s'agit alors de « résoudre les contradictions de son histoire sociale en permettant de construire des continuités et de la cohérence » [Havard-Duclos et Nicourd, 2005].

Nous suivons néanmoins Geneviève Poujol lorsqu'elle parle des années d'enfance, et plus encore d'adolescence, comme d'une « plaque photographique » [Poujol, 1996], cette période semblant bien être le siège de dispositions fines à l'engagement. On est inversement frappé ici par la faiblesse ou la futilité des déclencheurs d'entrée dans l'association (répondre à l'affectation dans une structure dénigrée, avoir besoin de bourses pour les vacances) : hormis pour Chantal Feuilhade, où la rencontre de terrain fait office de catalyseur immédiat, les événements marquants sont antérieurs (cf. l'engagement en Résistance, et de façon générale la décision d'embrasser la cause communiste) puis postérieurs, qu'ils soient subis (la rencontre avec le groupe Manouchian) ou provoqués (cf. chez tous les coups d'éclat réalisés au fil du militantisme et qui alimentent l'appétit militant). L'engagement est bien processuel, un « devenir » [Fillieule et Mayer, 2001] se développant par étapes aléatoires et qui nécessite entretien.

Le « militantisme moral » comme engagement de repli

Parallèlement à sa forte captation des pluri-engagés communistes, sur fond de déliquescence des ex-organisations de masse et de valorisation de l'humanitaire, le Secours populaire relève de ce « militantisme moral » déjà analysé pour la LDH [Agrikoliansky, 2002] ou les engagements humanitaires et qui permet de concilier l'inconciliable (être bourgeois et aventurier, quitter le gauchisme sans le renier, rester médecin et avoir un engagement militant, etc.) [Dauvin et Siméant, 2002] : l'association constitue « un sas en quelque sorte, qui [suspend] la question du rapport aux activités partisans sans abandonner celle d'un politique élargi » [Siméant, 2003]. Quand ils contestent un PCF qu'ils ne renient pas pour autant, certains militants trouvent dans l'association un moyen de « résoudre cette tension entre propension à militer et désillusion à l'égard des partis ou des syndicats » [Agrikoliansky, 2002]. L'invitation première à des engagements concrets, dans la proximité aux vaincus du système, permet l'exercice d'un politique autrement : « *Beaucoup de personnes étaient au Secours populaire plus heureuses qu'au Parti communiste. En disant : « Non, le Parti communiste s'est embarqué dans une doctrine qui n'est pas tenable ». Ce qu'ils voyaient au Secours populaire, c'était le côté pratique, concret ; et ça, ça leur plaisait. Combien de personnes avaient été au Parti communiste ; votaient, disons, communiste, mais n'étaient plus franchement ... Bon, ça n'est pas le cas de gens comme Daniel [Assalit] ou comme Julien [Lauprêtre], qui ont toujours été fidèles et qui essayaient de faire avancer de l'intérieur ; mais il y en a qui étaient sur la marge. C'est très clair. Des anciens du Parti communiste, des anciens de la CGT, ça existait au Secours. Et ils s'y trouvaient beaucoup plus à l'aise. Parce qu'il y avait cette ouverture ; parce qu'en fait, l'entente portait sur des situations extrêmement concrètes et non pas sur des discours bouclés, sur une idéologie »*¹³. L'association exerce depuis les années 1960 une fonction similaire chez certains chrétiens de gauche, ainsi Léon Dujardin rapprochant les deux « éthiques » et les deux « dogmatismes » : « *L'éthique chrétienne – le christianisme n'est pas qu'une éthique – mais l'éthique chrétienne et l'éthique communiste, elles se ressemblent pour l'essentiel ; c'est pratiquement la même. Où ça bloque, c'est le dogmatisme de l'Église et le dogmatisme du communisme »*¹⁴.

Se croisent alors volonté de contrer « l'effet de dévalorisation des engagements idéologiques plus anciens » [Havard-Duclos et Nicourd, 2001] et crise des méta-récits, dans une rupture qui se veut continuité : les droits de l'Homme et l'humanitaire « constituent la dernière valeur fondamentale à laquelle ils peuvent se référer sans avoir le sentiment de trahir leurs engagements précédents [...]. Le renoncement devient alors retour à des valeurs essentielles dont la défense constitue l'apogée d'un militantisme qui trouve dans ce cadre les conditions de son anoblissement : il n'est plus une succession d'échecs mais la découverte d'une nouvelle morale de l'action » [Agrikoliansky, 2001]. Cet engagement apparaît alors doublement paradoxal : indissociablement infra-et supra-politique, il est aussi souvent d'autant plus investi de sens qu'il fait suite à une réorientation importante de trajectoire.

Rester : défi et (auto-)réalisation

Cette réorientation confère au militantisme une dimension de défi indissociablement individuel et sociétal, fortement visible au Secours populaire. Julien Lauprêtre en est un cas archétypique. Alors qu'il espérait une affectation plus prestigieuse, il n'accepte qu'à contre-cœur cette petite association qu'il ne conçoit que comme un moyen de faire ses preuves,

¹³ Entretien avec Léon Dujardin.

¹⁴ Entretien avec Léon Dujardin.

simple étape dans sa « carrière »¹⁵ militante : « Ben j'ai accepté de rester, parce que bon ... D'abord, je suis un militant discipliné. Et en plus de ça, je me suis dit : « Puisque tout le monde dit que ça ne vaut pas un clou, cette association, tu vas en faire la démonstration » [...]. Mais la condition que j'ai mise, j'ai dit : « Bon d'accord, j'accepte, je suis discipliné, mais je veux qu'il y ait au moins un non communiste au secrétariat national ». J'ai dit : « S'il n'y a pas de non communiste au secrétariat national, je ne veux pas. Je ne veux pas d'une petite organisation communiste de la solidarité »¹⁶. Ce poste n'aurait pourtant dû être, comme il est d'usage, qu'une probation et une étape dans sa carrière militante ; sa trop grande réussite semble paradoxalement avoir conduit à son maintien. Faute de proposition subséquente pour des fonctions ascensionnelles dans l'appareil du parti, il s'est fait de la croissance et de la reconnaissance du Secours populaire un défi permanent ; arrivé « pour quelques semaines », il a fait de l'association l'œuvre de sa vie.

Le défi provient plus généralement d'une dévalorisation *a priori* (prestige moindre des organisations de masse au regard du parti, ou de l'association au regard de la carrière médicale ; défroque au bénéfice d'une petite organisation communiste), retournée en accomplissement personnel autant qu'en réalisation sociale ; tandis que l'accès progressif à une reconnaissance inespérée – l'analyse prosopographique montre qu'être élu national et salarié au Secours populaire revient le plus souvent, aujourd'hui encore, à occuper des responsabilités que le profil des détenteurs (anciennes secrétaires, femmes au foyer ou ouvriers) ne prédisposaient pas à atteindre – constitue une rétribution symbolique [Gaxie, 1977] supérieure à ce à quoi ils pourraient prétendre ailleurs. Il constitue alors un motif supplémentaire de *loyalty* autant qu'il change le statut de l'individu, la représentation de ses propres capacités et plus largement de l'univers des possibles, et ce à tous les niveaux de l'association : « Au Secours populaire, je crois que tout est possible. Vraiment tout. Il faut juste y croire. C'est un truc qui m'est apparu, que je ne connaissais pas dans les autres associations, ni nulle part. Si on veut, on peut. Alors par contre, il faut mouiller sa chemise, hein. Mais si on veut, on peut. Je sais pas pourquoi. Ça a un côté magique, le Secours populaire »¹⁷.

On voit ainsi combien le militantisme au SPF constitue un infléchissement des trajectoires initialement prévues et, corrélativement, une mutation des identités. L'engagement y apparaît comme une alternative, que la voie soit perçue comme de second rang (au regard d'une carrière dans l'appareil du parti) ou parallèle (à une carrière religieuse ou médicale). Au-delà cependant du volet microsociologique, l'accent mis sur le rôle des leaders permet de souligner des mécanismes du changement associatif.

III- INDIVIDUS ET COLLECTIF : MÉCANISMES DU CHANGEMENT

Articulation entre individus et collectif : novation

Le Secours populaire, par sa quasi révolution identitaire et son passage d'un extrême à l'autre, numériquement comme par ses positionnements, constitue un cas singulier de changement, mais non moins partiellement heuristique.

Le mécanisme s'enclenche par les impulsions de quelques individus en position dirigeante, induisant une redéfinition des discours et des pratiques, donc à terme de l'image.

¹⁵ Au double sens où l'entendent Johanna Siméant et Pascal Dauvin, 2002.

¹⁶ Entretien avec Julien Lauprêtre.

¹⁷ Entretien avec une secrétaire départementale.

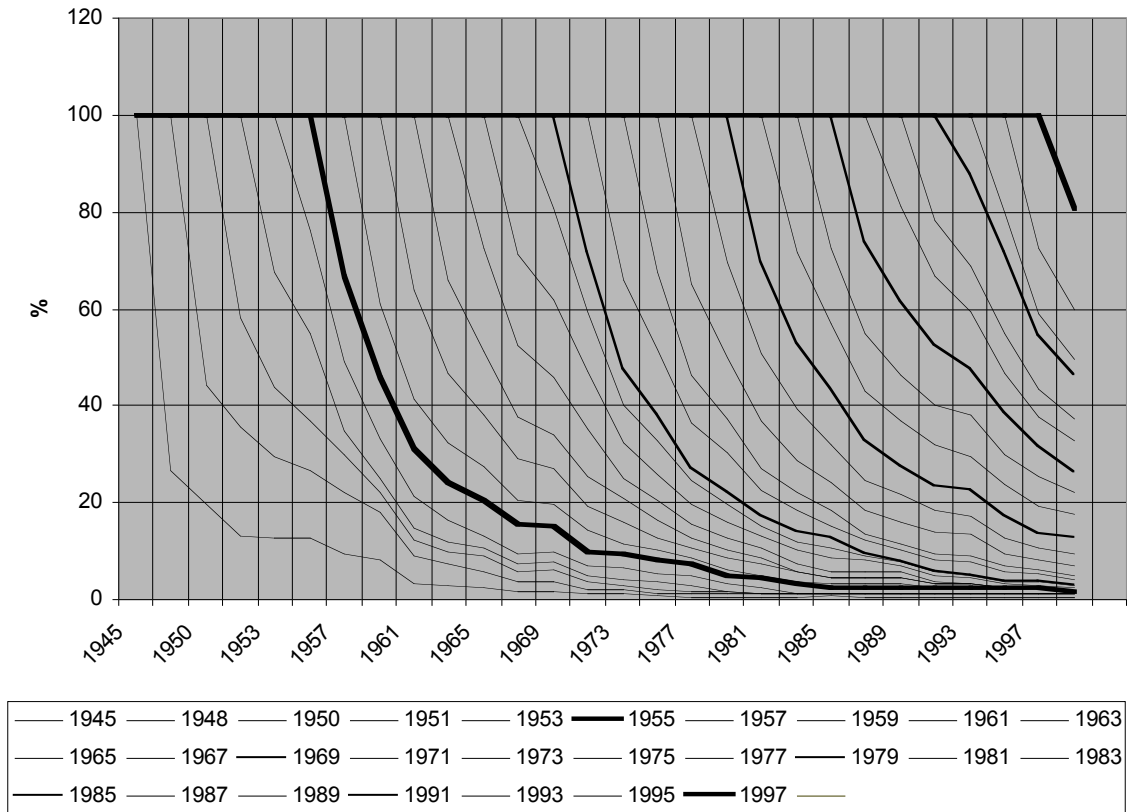
L'ouverture et la novation résident autant dans les directives que dans les individus qui les portent, ouvrant vers d'autres réseaux et d'autres conceptions, faisant fonction d'opérateurs mais aussi de garants (quoi de plus probant pour une organisation communiste affirmant s'ouvrir que de placer un prêtre au secrétariat national et de l'appointer ?). Ces individus sont notables par leur acuité politique, leur profil de « pont » et/ou leur compétence technique, mais aussi par la durée de leur engagement qui doit être suffisante pour asseoir la logique impulsée. Fort d'une conception qui était au départ davantage une intuition, certes logique (les organisations de masse ne peuvent rester totalement liées au parti *et* être largement ouvertes aux masses), Julien Lauprêtre a su capter des individus issus d'univers différents, à même d'opérer progressivement et de crédibiliser la mutation. Si Léon Dujardin, emblématique de ce travail, est la principale pièce dans un dispositif d'ouverture politico-religieuse large vers des pasteurs, militants de la CFDT ou de FO, Chantal Feuilhade montre parallèlement une capacité à l'ouverture fonctionnelle que l'on retrouverait en analysant les liens interpersonnels entre SPF, associations de handicapés ou de personnes âgées dans les années 1960, avec les médias dans les années 1970 ou avec le monde de l'entreprise depuis les années 1990.

Articulation entre individus et collectif : travail de sélection

Dans ce perpétuel souci d'adaptation aux mutations politiques et sociétales, et dans la volonté de toujours pousser plus loin la ligne, il n'est alors pas de place assurée ailleurs qu'à la base aux individus attachés à l'immobilisme. Fortement réticent à l'ouverture et au tournant apolitique, Pierre Eloire, si grand ait été son statut et aussi fidèle communiste soit-il resté, se trouve rapidement marginalisé. Son *exit*, processuel, est provoqué par le décalage puis la désadéquation identitaire entre l'individu et le groupe. Coûteux et douloureux, il est rendu possible par la poursuite de sa carrière au sein même de l'appareil du parti, facilitant la transition et lui donnant une direction ascensionnelle (le parti étant plus prestigieux que l'organisation de masse). En ce sens, la « vocation » communiste, ce « processus interactif complexe entre l'histoire sociale personnelle de l'individu et l'institution reconnaissante [...], fait de transactions permanentes où s'échangent dons et contre dons en une négociation continuée » [Pudal, 2003] ne disparaît pas, mais se déplace vers le centre.

De façon générale, l'évolution des rapports politiques induit la marginalisation des individus restés attachés aux anciennes identités et crée un appel d'air pour les nouveaux entrants au profil en adéquation avec la nouvelle image : celle de l'organisation politique de défense des militants communistes (années 1950), puis de l'association apolitique de solidarité aux personnes âgées, aux handicapés et aux enfants (années 1960-1970), de lutte contre la pauvreté-précarité, agréée d'Education populaire et reconnue d'Utilité publique (années 1980), labélisée Grande cause nationale et à qui s'ouvrent tous les médias (années 1990). Contrairement à l'association environnementale étudiée par F. Sawicki, il n'est donc pas possible pour le Secours populaire de parler de travail de sélection par instauration progressive d'un « mécanisme de clôture » [Sawicki, 2003], mais bien plutôt d'ouverture toujours plus large. Le résultat n'en revient pas moins à une marginalisation des individus les moins adaptés qui, pour parfois constituer des « niches » [Ion, 1997], n'en perdent pas moins progressivement tout pouvoir. Ainsi, le changement des engagés, « autant la cause que la conséquence des transformations de l'association » [Sawicki, 2003], en apparaît chronologiquement cause (pour des individus « moteurs ») puis conséquence (pour les cohortes subséquentes, soit des individus « suiveurs »). Ces cohortes en sédimentation et renouvellement constants peuvent être suivies graphiquement (ici sur le comité national de l'association, de 1945 à 1999) :

Cohortes du Comité national du Secours populaire français (N = 1054)



Si elles permettent de représenter la temporalité (rapidité ou lenteur) du changement, elles ne sauraient cependant, aussi fines soient-elles, être considérées comme l'unité de base de l'engagement collectif. Leur « homogénéité »¹⁸ n'est en effet pas parfaite, les temps de réaction des individus à un même « événement générateur » différant selon une somme de paramètres (leurs dispositions et leur disponibilité biographique, leurs engagements présents et passés, leur spontanéité ou leur méfiance *a priori*, les réticences à vaincre, etc.) et provoquant des engagements parfois décalés dans le temps en réponse à un même stimulus.

*
* *

En s'intéressant aux mécanismes du changement associatif à focale microsociologique, on a tenté de « ne pas oublier que l'engagement est toujours le produit d'une rencontre entre des dispositions et des expériences socialement construites avec un groupe ou une institution, sauf dans les moments fondateurs. C'est en ce sens que l'on peut dire que le groupe fabrique ses militants autant que l'inverse. Cette fabrication consiste en un processus d'ajustement

¹⁸ Cf. Cécile PÉCHU : « Seule la prise en considération de ces « générations militantes », parce qu'elle introduit le temps dans l'analyse, peut permettre de rendre compte correctement d'un collectif. En effet, si l'étude des militants d'un mouvement à un moment donné révèle la plupart du temps une hétérogénéité certaine, c'est essentiellement parce que l'échantillon « prélevé » correspond à des strates d'adhésion, qui ont chacune leur logique socio-politique » (« Les générations militantes à Droit au logement », article cité, p. 75).

entre les propriétés de l'institution et du champ où elle intervient et les propriétés des engagés » [Sawicki, 2003]. Pourtant, mettre sur un pied d'égalité la pondération « cause »/« conséquence » ne doit pas conduire à les assimiler diachroniquement, la clef d'intellection du changement étant précisément le mécanisme dudit « processus d'ajustement ». Dans le cas du Secours populaire, il semble bien que le rôle premier revienne à quelques individus au profil novateur, porteurs d'une réelle acuité politique et dont l'identité se transforme au contact de l'association en même temps qu'eux-mêmes la transforment. A l'évolution des contextes (politiques, économiques, sociaux, religieux, ...) répond en effet l'adaptation des dirigeants (dont par renouvellement), qui impulsent une évolution des actions, donc de l'image, donc des strates engagées (travail de sélection du groupe). Le changement associatif résulte alors de la catalyse de réponses voulues aux stimuli du contexte et de rencontres aléatoires entre une organisation et des individualités ; celles-ci y prennent plus ou moins d'importance – celle aussi qu'on veut bien leur donner –, parvenant dans quelques cas à greffer leurs propres réseaux et à entretenir ainsi l'évolution.

On objectera que le poids de la culture communiste surdétermine ici le rôle des leaders. On sait cependant combien la culture associative est loin de l'idéal démocratique qu'elle professe [Hamidi, 2002], et le Secours populaire apparaît, en comparaison avec d'autres associations de solidarité (Emmaüs polarisé par l'abbé Pierre, le Secours catholique par l'abbé Rodhain, ATD par l'abbé Wresinski, ...), précocement ouvert à des *outsiders* apportant à l'association conceptions nouvelles et réseaux. Pourtant, le « secteur-France » présenté ici tranche considérablement avec l'international, dont les dirigeants ont jusqu'aux années 1990 témoigné d'un profil très traditionnel (communistes, le plus souvent d'origine ouvrière, sans apport de nouveaux réseaux), et ont avant tout perpétué l'identité politique par le choix des terrains d'intervention. L'association se trouve ainsi dans les années 1980 et 1990 fortement écartelée entre des actions en France apolitiques et très professionnalisées, sous-bassement de la nouvelle image, et à l'étranger bien plus ouvertement militantes, perdurance de l'ancienne identité. On objectera aussi que cette analyse souffre de sa focale braquée sur la direction ; elle ne nous semble pas moins révélatrice de phénomènes qui se produisent à chaque échelon des organisations.

L'analyse montre enfin combien sont liées la vigueur du changement associatif et celle de l'infléchissement de carrière des individus qui l'opèrent : c'est parce qu'ils changent (d'univers) qu'ils font changer (l'association). Le passage par le Secours populaire constitue pour les trois personnalités novatrices étudiées une rupture forte, qu'il s'agisse d'un sentiment frustrant de retournement d'une pente ascensionnelle, d'un passage du monde religieux au monde associatif communiste, ou d'une carrière médicale brillante brutalement mise en sommeil. On est alors d'autant plus étonné de la faiblesse des événements générateurs, l'engagement s'avérant avant tout processuel au sein même de l'association. La déception ou le dépaysement sont retournés en défi, tandis que le brassage social, l'engrenage et le succès des actions menées deviennent les moteurs de la perdurance et de l'intensification du militantisme.

BIBLIOGRAPHIE :

- Agrikoliansky (Eric), *La Ligue française des droits de l'Homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, l'Harmattan, 2002
- Agrikoliansky (Eric), « Carrières militantes et vocations à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'Homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 42-43.
- Brodiez (Axelle), « Le Secours populaire français, 1945-2000 : de l'organisation de masse à l'association de solidarité, histoire d'engagements », Thèse pour le doctorat d'histoire sous la direction de Danielle Tartakowsky, Université Paris 8, 2004.
- Buton (Philippe), « Les générations communistes », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 22, 1989, p. 81-91.
- Dauvin (Pascal) et Siméant (Johanna) & C.A.H.I.E.R., *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.
- Fillieule (Olivier) et Mayer (Nonna), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 23-24.
- Gaxie (Daniel), « Les rétributions symboliques du militantisme », *Revue française de Science politique*, 27(1), 1977, p. 123-154.
- Hamidi (Camille), « Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration », Thèse de science politique, IEP de Paris, 2002.
- Havard-Duclos (Bénédicte) et Nicourd (Sandrine), *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot, 2005, citation p. 75.
- Havard-Duclos (Bénédicte) et Nicourd (Sandrine), « Les formes d'encadrement organisationnel de l'engagement », in *Actions associatives. Solidarités et territoires*, Actes du colloque tenu à Saint-Etienne en octobre 2001, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Saint-Etienne, 2001, citation p. 176.
- Hirschmann (Albert O.), *Défection et prise de parole. Théories et applications*, Paris, Fayard, 1995 (pour l'édition française).
- Péchu (Cécile), « Les générations militantes à Droit au logement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001.
- Ion (Jacques), *La fin des militants ?*, Paris, l'Atelier, 1997.
- Poujol (Geneviève), *Des élites de société pour demain ?*, Ramonville, Erès, 1996.
- Pudal (Bernard), « La vocation communiste et ses récits », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 147-161, citation p. 149.
- Sawicki (Frédéric), « Les temps de l'engagement. A propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris Belin, 2003.
- Siméant (Johanna), « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de réalisation de soi », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris Belin, 2003, citation p. 194.